

Contrôle démographique et rapports Nord-Sud

LA population de la planète-terre, qui compte aujourd'hui 5,4 milliards d'habitants, augmente chaque année d'environ 91 millions de personnes. Cet accroissement annuel sera de 97 millions d'ici la fin de la décennie. A cette cadence, la population mondiale atteindra les 6,4 milliards en 10 ans — en l'an 2001. A chaque seconde, il y a trois naissances ; par minute, 180 ; par heure, 10.800 ; par jour, 259.200.

Ces chiffres sont commentés de diverses façons dans la presse grand public et dans les milieux plus spécialisés et il est intéressant de tenter de décoder les commentaires et ce qui se cache derrière les commentaires, le « dit » et le « non-dit » des propos sur le contrôle démographique.

Une précision méthodologique : Les discours sont de deux ordres, ils traitent des raisons du contrôle démographique (le pourquoi) et sur les moyens à mettre en oeuvre (le comment).

Pourquoi ?

Premier type de discours :

Lorsqu'il est question de démographie, le regard se porte vers le Tiers monde. Il y a, à cela, une raison statistique évidente : L'accroissement de la population mondiale au cours des années 1990 sera enregistrée à concurrence de 94 % dans les pays du Tiers monde. Citons

une comparaison : En Norvège, il y a 4 millions d'habitants et ce chiffre sera doublé dans 200 ans. Aux Philippines, il y a 6,5 millions d'habitants et la population va doubler dans 30 ans. Les perspectives en spirale portées par cet énorme contingent de futurs reproducteurs que sont les jeunes gens du Tiers monde ne laissent aucun démographe et aucun observateur indifférent. Précision statistique : En l'an 2001, il y aura 2,6 milliards de jeunes de moins de 25 ans dans le Tiers monde (soit 42 % de la population mondiale prévue pour cette époque).

L'évidence s'impose et n'est pas remise en question. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : c'est au Sud qu'il faut appliquer des programmes de restriction des naissances. Le problème se situe LA-BAS. Tel est « le dit ».

Dans le domaine du « non-dit », on met entre parenthèses le sort et le contexte qui entoure les naissances ICI. On fait l'impasse sur les « cocoons familiaux » mitonnés avec amour et débauche de biens de consommation pour les nouveaux-nés du Nord. On oublie les primes à la naissance et le battage médiatique sur la valeur du tout petit (y a-t-il un produit qui se respecte qui ne fasse usage de l'image d'un tout petit bébé niché dans les bras d'un jeune homme savamment déshabillé d'un jeans effrangé ?). Quant à la mode vestimentaire des ados-enfants qui contamine la mode des adultes, on ne la mentionne pas non plus.

Deuxième type de discours :

Un autre discours plus élaboré, moins général et plus soucieux de tenir compte de ce qui se passe dans les pays pauvres consiste à dire : « *Ils doivent réduire leurs naissances parce qu'ils ne savent pas y faire face* ».

Ce discours explique qu'en termes absolus, beaucoup de pays ont amélioré leurs performances dans les domaines économiques et sociaux mais que ces efforts ont été annihilés par l'accroissement de la population. L'image est qu'il faut « courir pour rester à la même place » (*Running to still stand*).

Dans le discours « non-dit », la question des objectifs est posée. Que visent les pays pauvres ? On oublie que le fait d'avoir des enfants a plusieurs significations et plusieurs implications suivant la culture dans laquelle on se place. Dans un type de culture, avoir des enfants signifie avoir une charge, des frais, payer pour eux, les aider à se former et à s'épanouir. Dans d'autres cultures, avoir des enfants signifie avoir de la main d'oeuvre, de l'aide, de la sécurité sociale, du prestige, de la richesse. On fait grand silence sur le fait que les enfants grandis et armés font une puissance militaire. Le poids démographique, la menace du nombre sont peut-être la dernière trouvaille stratégique des pauvres ? Et si c'était encore plus fort que les dernières inventions de la guerre « chirurgicale » à la Schwarzkopf ? (dont on peut aujourd'hui constater les effets de la finesse de précision !)

Troisième type de discours :

Le troisième discours se soucie du milieu. Les prévisions catastrophiques s'accumulent et le message est clair : « *Il faut arrêter de faire des*

enfants, la terre étouffe, le poids démographique est insupportable ».

Sur les capacités réelles de la terre et des mers à nourrir toutes les espèces vivant à la surface de la terre, le débat public est ouvert et les experts s'affrontent.

Les explications sur les causes de la dévastation actuelle du potentiel planétaire sont, en revanche, assez parcimonieusement divulguées. Qui a pollué et continue de polluer la terre ? Pour quel profit les ressources naturelles sont-elles pillées ? Qui consomme l'énergie ? Qui doit arrêter ? N'est-il pas cynique de demander à des populations qui ne sont en rien responsables de la dévastation actuelle d'y apporter des solutions, alors que les déprédateurs continuent à se servir ?

Pourquoi ne se concentre-t-on pas d'avantage sur le fait qu'un Américain du Nord consomme en moyenne autant d'énergie que 2 Européens, 55 Indiens, 168 Tanzaniens ou 900 Népalais. (STRAHM) (1).

En 1980, 26 % de la population mondiale vivant dans les pays industrialisés de l'Est et de l'Ouest disposaient de 78 % de la production, de 81 % de la consommation d'énergie, de 70 % des engrais chimiques et de 87 % des sommes consacrées à l'armement. (STRAHM) (1). Une décennie plus tard, dans quel sens ces statistiques ont-elles évolué ?

Comment ?

Lorsqu'on aborde les moyens d'obtenir une réduction démographique, les femmes du Tiers monde sont le groupe-cible (il y aurait beaucoup à dire sur l'emploi du voca-

(1) STRAHM, « Pourquoi sont-ils si pauvres ? », Ed. La Déclaration de Berne, 1986, (nouvelle édition).

bulaire militaire qui sévit dans le jargon de la coopération au développement). Bien qu'il soit évident que les enfants se font à deux, les campagnes de régulation des naissances et les messages sont adressés prioritairement et majoritairement aux femmes.

Première observation :

Ces campagnes et ces actions relèvent essentiellement du domaine technique. La panoplie des moyens contraceptifs est expliquée à grand renfort d'affiches et de tableaux pédagogiques dont on s'est, dans un premier temps, très peu soucié du fait qu'ils pouvaient profondément choquer certaines populations (aujourd'hui, pour des raisons d'efficacité, ces messages sont mieux adaptés et culturellement plus respectueux d'un rapport au corps différents selon les cultures).

Quant aux techniques, elles ont été et sont encore trop souvent appliquées brutalement et sans discernement. Les informations difficilement rassemblées sur le sujet sont effrayantes. Nous ne sommes plus dans le domaine du « non-dit » mais dans celui du caché, du dissimulé et c'est particulièrement regrettable car les secrets gardés font que les mêmes erreurs et les mêmes horreurs (2) sont reproduites :

— des contraceptifs étudiés pour des femmes occidentales ont été distribués à des femmes du Sud sans tenir compte des différences morphologiques, du poids, des habitudes alimentaires ;

— des implants, des stérilets ont été placés dans des conditions d'hygiène insuffisantes ; aucun

suivi, aucun encadrement n'était prévu et les femmes étaient, en cas de besoin, dans l'impossibilité de les retirer ;

— des incitants ont été offerts en dehors d'une infrastructure administrative suffisante. On a ainsi, dans une région de l'Inde, distribué des poulets aux femmes qui acceptaient de recevoir un implant. Pour avoir trois poulets, certaines se sont fait placer trois implants sans aucune connaissance ou information sur les dangers que cette surdose comportait.

Bien des techniques utilisées se sont dans des cas innombrables (et non recensés) soldées par une dégradation importante de la santé des femmes : prise de poids, nausées, perte irrégulière de sang sont les conséquences les plus bénignes d'une contraception mal adaptée et mal expliquée. Comme le faisait remarquer une observatrice, il est peu probable que des hommes eussent accepté de voir leur santé ainsi minée et dégradée.

Seconde observation :

Ce sombre tableau serait incomplet et schématique si on ne soulignait aussi les risques et les dégâts que les grossesses non contrôlées font peser sur les femmes du Tiers monde. Le docteur Nafis Sadik, directrice du Fonds des Nations unies pour les activités de population explique, à cet égard, que si les récentes catastrophes naturelles au Bangladesh ont causé la mort de plus de 150.000 personnes, en l'an 2000, 6000 femmes mourront chaque année des suites de grossesses trop rapprochées et/ou trop nom-

rent les femmes du Tiers monde de se voir traitées en cobayes au profit des recherches de génétique biologique.

(2) FINRAGE (*Feminist International Network of Resistance to Reproductive and Genetic Engineering*) est un réseau international de recherche qui alerte sur les risques que cou-

breuses. La majorité des victimes auront entre 15 et 19 ans.

Les moyens techniques de parvenir à un meilleur contrôle des naissances doivent donc être développés mais ils doivent être fiables, sains, réversibles et bien compris par leurs utilisatrices (3).

Lorsqu'on aborde les questions démographiques, il faut garder à l'esprit que le problème de la régulation des naissances est aussi et avant tout un *problème politique*.

Il y a très peu d'assurances et de données prouvées dans ce domaine essentiellement humain et délicat, mais il y a un fait indubitablement démontré : la scolarisation des filles, la reconnaissance et l'amélioration du statut des femmes sont des moyens efficaces de réduction des naissances. Beaucoup d'argent a été dépensé (4) dans la mise en oeuvre de campagnes et de techniques, qui aurait été mieux utilisé et qui aurait eu des effets durables si on l'avait consacré à l'éducation des filles ou à des projets destinés à améliorer le sort de la population féminine.

Enfin, dans un contexte où les questions techniques monopolisent souvent le débat, il faut dire et redire que la question de la régulation des naissances s'inscrit dans un contexte national et international déterminant où les faux discours et les faux semblants sont légion.

(3) WEMOS (*Women and Pharmaceuticals — Werkgroep over Medische Ontwikkelings samenwerking Amsterdam*) a élaboré un code de conduite sur l'utilisation des moyens anti contraceptifs qui décrit avec précision les critères auxquels les campagnes de régulation des naissances doivent répondre pour respecter la dignité et la santé des utilisatrices. Ce code de conduite sera reproduit dans la brochure éditée par le groupe de travail « Ressources humaines » du Comité de liaison des ONG de développement auprès de la CEE.

Ainsi, il est faux de prétendre à une femme du Tiers monde que sa situation s'améliorera notablement si elle a moins d'enfants. Elle sera peut-être en moins mauvaise santé (ce n'est pas assuré), par contre, ce qui est sûr, c'est que son prestige personnel sera moindre et qu'elle aura moins d'aide et d'assurance quant à son avenir. Vu l'inflation, l'économie apportée par la réduction des naissances sera rapidement absorbée par les besoins courants du ménage.

Ce n'est pas la diminution du nombre d'enfants qui amène la richesse et la proposition inverse est fausse, elle aussi. Ce ne sont pas les enfants qui amènent la pauvreté.

Ce n'est pas parce qu'« ils » ont beaucoup d'enfants qu'« ils » sont pauvres.

Si le producteur de café au Zaïre s'est appauvri, c'est parce que le prix de la tonne de café, fixé à Londres, a chuté, parce que le coût de l'essence et des pièces de rechange a triplé, parce que les routes n'ont pas été entretenues et qu'aucun intermédiaire n'a risqué ses amortisseurs pour venir chercher sa récolte, parce que la dictature lui a arraché toute possibilité de défense, parce que..., parce que... s'il avait eu 4 enfants au lieu de 7, en quoi sa situation aurait-elle été améliorée ?

Isabelle Jacquet

(4) En 1989, les dépenses du FNUAP (qui n'est pas le seul organisme à avoir des programmes de régulation des naissances) s'élevaient à 217 millions de dollars. Selon le rapport du FNUAP publié le 13 mai 1991, il faudrait doubler l'effort financier ; 9 milliards de dollars sont nécessaires si l'on veut contrôler le rythme de la croissance démographique. L'aide internationale dans ce domaine doit quadrupler (*Le Monde*, 15/5/91).